

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

共和國總統府

Decreto do Presidente da República n.º 32/98

共和國總統令 第 32/98 號

de 14 de Julho

七月十四日

Nos termos e para os efeitos previstos no artigo 3.º, n.ºs 2 e 3, e nos artigos 69.º e 70.º do Estatuto Orgânico de Macau, decreto a extensão ao território de Macau da Convenção sobre os Aspectos Cíveis do Rapto Internacional de Crianças, aprovada pelo Decreto do Governo n.º 33/83, de 11 de Maio, cujo texto foi publicado no *Diário da República*, 1.ª série, n.º 108, de 11 de Maio de 1983, nos mesmos termos em que a República Portuguesa a ela se encontra internacionalmente vinculada.

根據《澳門組織章程》第三條第二款及第三款、第六十九條及第七十條之規定，並為該等條文所定之效力，本人命令將《國際性誘拐兒童民事方面的公約》延伸至澳門地區，按照葡萄牙共和國在國際上受該公約約束之相同規定適用；該公約係經五月十一日第33/83號政府命令通過，且文本已公布於一九八三年五月十一日第一百零八期《共和國報》第一組。

Para publicação no *Boletim Oficial* de Macau, em conjunto com os referidos decreto de aprovação e texto da Convenção.

將本總統令連同上述通過公約之命令及公約之文本公布於《澳門政府公報》。

Assinado em 2 de Julho de 1998.

一九九八年七月二日簽署

Publique-se.

命令公布

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

共和國總統 沈拜奧

(D.R. n.º 160, I Série-A, de 14 de Julho de 1998)

(一九九八年七月十四日第 160 期《共和國報》第一組 -A)

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

外交部

Decreto do Governo n.º 33/83

政府命令 第 33/83 號

de 11 de Maio

五月十一日

O Governo decreta, nos termos da alínea c) do n.º 1 do artigo 200.º da Constituição, o seguinte:

政府根據《憲法》第二百條第一款 c 項之規定，命令制定如下：

ARTIGO ÚNICO

獨一條

É aprovada a Convenção sobre os Aspectos Cíveis do Rapto Internacional de Crianças, concluída na Haia em 25 de Outubro de 1980, pela Conferência da Haia de Direito Internacional Privado, cujos textos, em francês e em inglês, e sua tradução para português, vão anexos ao presente decreto.

通過一九八零年十月二十五日於海牙在海牙國際私法會議上訂立之《國際性誘拐兒童民事方面的公約》；該公約之法文及英文文本以及葡文譯本附於本命令。

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 3 de Março de 1983. — *Francisco José Pereira Pinto Balsemão* — *José Manuel Meneres Sampaio Pimentel* — *Paulo Henrique Lowndes Marques*.

一九八三年三月三日於部長會議內檢閱及通過——鮑仕民——卞民狄——馬保羅。

Ratificado em 25 de Março de 1983.

一九八三年三月二十五日批准

Publique-se.

命令公布

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

共和國總統 恩尼斯

Referendado em 29 de Março de 1983.

一九八三年三月二十九日副署

O Primeiro-Ministro, *Francisco José Pereira Pinto Balsemão*.

總理 鮑仕民

(D.R. n.º 108, I Série, de 11 de Maio de 1983)

(一九八三年五月十一日第 108 期《共和國報》第一組)

**Convention sur les aspects civils de l'enlèvement
international d'enfants**

Les Etats signataires de la présente Convention,
Profondément convaincus que l'intérêt de l'enfant est
d'une importance primordiale pour toute question relative
à sa garde,
Désirant protéger l'enfant, sur le plan international, contre
les effets nuisibles d'un déplacement ou d'un non-retour
illicites et établir des procédures en vue de garantir le re-
tour immédiat de l'enfant dans l'Etat de sa résidence habi-
tuelle, ainsi que d'assurer la protection du droit de visite,
Ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et
sont convenus des dispositions suivantes:

**CHAPITRE I
CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

Article premier

La présente Convention a pour objet:
a d'assurer le retour immédiat des enfants déplacés ou
retenus illicitement dans tout Etat contractant;
b de faire respecter effectivement dans les autres Etats
contractants les droits de garde et de visite existant dans
un Etat contractant.

Article 2

Les Etats contractants prennent toutes mesures approp-
riées pour assurer, dans les limites de leur territoire, la
réalisation des objectifs de la Convention. A cet effet, ils
doivent recourir à leurs procédures d'urgence.

Article 3

Le déplacement ou le non-retour d'un enfant est considéré
comme illicite:
a lorsqu'il a lieu en violation d'un droit de garde, attribué
à une personne, une institution ou tout autre organisme,
seul ou conjointement, par le droit de l'Etat dans lequel
l'enfant avait sa résidence habituelle immédiatement
avant son déplacement ou son non-retour; et
b que ce droit était exercé de façon effective seul ou
conjointement, au moment du déplacement ou du non-re-
tour, ou l'eût été si de tels événements n'étaient survenus.
Le droit de garde visé en *a* peut notamment résulter d'une
attribution de plein droit, d'une décision judiciaire ou ad-
ministrative, ou d'un accord en vigueur selon le droit de
cet Etat.

Article 4

La Convention s'applique à tout enfant qui avait sa rési-
dence habituelle dans un Etat contractant immédiatement
avant l'atteinte aux droits de garde ou de visite. L'applica-
tion de la Convention cesse lorsque l'enfant parvient à
l'âge de 16 ans.

Article 5

Au sens de la présente Convention:
a le «droit de garde» comprend le droit portant sur les
soins de la personne de l'enfant, et en particulier celui de
décider de son lieu de résidence;
b le «droit de visite» comprend le droit d'emmener l'en-
fant pour une période limitée dans un lieu autre que celui
de sa résidence habituelle.

**Convention on the Civil Aspects of International
Child Abduction**

The States signatory to the present Convention,
Firmly convinced that the interests of children are of
paramount importance in matters relating to their custody,
Desiring to protect children internationally from the
harmful effects of their wrongful removal or retention and
to establish procedures to ensure their prompt return to
the State of their habitual residence, as well as to secure
protection for rights of access,
Have resolved to conclude a Convention to this effect,
and have agreed upon the following provisions –

**CHAPTER I
SCOPE OF THE CONVENTION**

Article 1

The objects of the present Convention are –
a to secure the prompt return of children wrongfully
removed to or retained in any Contracting State; and
b to ensure that rights of custody and of access under the
law of one Contracting State are effectively respected in
the other Contracting States.

Article 2

Contracting States shall take all appropriate measures to
secure within their territories the implementation of the
objects of the Convention. For this purpose they shall use
the most expeditious procedures available.

Article 3

The removal or the retention of a child is to be considered
wrongful where –
a it is in breach of rights of custody attributed to a
person, an institution or any other body, either jointly or
alone, under the law of the State in which the child was
habitually resident immediately before the removal or
retention; and
b at the time of removal or retention those rights were
actually exercised, either jointly or alone, or would have
been so exercised but for the removal or retention.
The rights of custody mentioned in sub-paragraph *a*
above, may arise in particular by operation of law or by
reason of a judicial or administrative decision, or by
reason of an agreement having legal effect under the law
of that State.

Article 4

The Convention shall apply to any child who was
habitually resident in a Contracting State immediately
before any breach of custody or access rights. The
Convention shall cease to apply when the child attains the
age of 16 years.

Article 5

For the purposes of this Convention –
a 'rights of custody' shall include rights relating to the
care of the person of the child and, in particular, the right
to determine the child's place of residence;
b 'rights of access' shall include the right to take a child
for a limited period of time to a place other than the child's
habitual residence.

CHAPITRE II AUTORITÉS CENTRALES

Article 6

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

Un Etat fédéral, un Etat dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un Etat ayant des organisations territoriales autonomes, est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale des pouvoirs de chacune de ces Autorités. L'Etat qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle les demandes peuvent être adressées en vue de leur transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet Etat.

Article 7

Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes dans leurs Etats respectifs, pour assurer le retour immédiat des enfants et réaliser les autres objectifs de la présente Convention.

En particulier, soit directement, soit avec le concours de tout intermédiaire, elles doivent prendre toutes les mesures appropriées:

- a* pour localiser un enfant déplacé ou retenu illicitement;
- b* pour prévenir de nouveaux dangers pour l'enfant ou des préjudices pour les parties concernées, en prenant ou faisant prendre des mesures provisoires;
- c* pour assurer la remise volontaire de l'enfant ou faciliter une solution amiable;
- d* pour échanger, si cela s'avère utile, des informations relatives à la situation sociale de l'enfant;
- e* pour fournir des informations générales concernant le droit de leur Etat relatives à l'application de la Convention;
- f* pour introduire ou favoriser l'ouverture d'une procédure judiciaire ou administrative, afin d'obtenir le retour de l'enfant et, le cas échéant, de permettre l'organisation ou l'exercice effectif du droit de visite;
- g* pour accorder ou faciliter, le cas échéant, l'obtention de l'assistance judiciaire et juridique, y compris la participation d'un avocat;
- h* pour assurer, sur le plan administratif, si nécessaire et opportun, le retour sans danger de l'enfant;
- i* pour se tenir mutuellement informées sur le fonctionnement de la Convention et, autant que possible, lever les obstacles éventuellement rencontrés lors de son application.

CHAPITRE III RETOUR DE L'ENFANT

Article 8

La personne, l'institution ou l'organisme qui prétend qu'un enfant a été déplacé ou retenu en violation d'un droit de garde peut saisir soit l'Autorité centrale de la résidence habituelle de l'enfant, soit celle de tout autre Etat contractant, pour que celles-ci prêtent leur assistance en vue d'assurer le retour de l'enfant.

La demande doit contenir:

- a* des informations portant sur l'identité du demandeur, de l'enfant et de la personne dont il est allégué qu'elle a emmené ou retenu l'enfant;

CHAPTER II CENTRAL AUTHORITIES

Article 6

A Contracting State shall designate a Central Authority to discharge the duties which are imposed by the Convention upon such authorities.

Federal States, States with more than one system of law or States having autonomous territorial organizations shall be free to appoint more than one Central Authority and to specify the territorial extent of their powers. Where a State has appointed more than one Central Authority, it shall designate the Central Authority to which applications may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within that State.

Article 7

Central Authorities shall co-operate with each other and promote co-operation amongst the competent authorities in their respective States to secure the prompt return of children and to achieve the other objects of this Convention.

In particular, either directly or through any intermediary, they shall take all appropriate measures –

- a* to discover the whereabouts of a child who has been wrongfully removed or retained;
- b* to prevent further harm to the child or prejudice to interested parties by taking or causing to be taken provisional measures;
- c* to secure the voluntary return of the child or to bring about an amicable resolution of the issues;
- d* to exchange, where desirable, information relating to the social background of the child;
- e* to provide information of a general character as to the law of their State in connection with the application of the Convention;
- f* to initiate or facilitate the institution of judicial or administrative proceedings with a view to obtaining the return of the child and, in a proper case, to make arrangements for organizing or securing the effective exercise of rights of access;
- g* where the circumstances so require, to provide or facilitate the provision of legal aid and advice, including the participation of legal counsel and advisers;
- h* to provide such administrative arrangements as may be necessary and appropriate to secure the safe return of the child;
- i* to keep each other informed with respect to the operation of this Convention and, as far as possible, to eliminate any obstacles to its application.

CHAPTER III RETURN OF CHILDREN

Article 8

Any person, institution or other body claiming that a child has been removed or retained in breach of custody rights may apply either to the Central Authority of the child's habitual residence or to the Central Authority of any other Contracting State for assistance in securing the return of the child.

The application shall contain –

- a* information concerning the identity of the applicant, of the child and of the person alleged to have removed or retained the child;

b la date de naissance de l'enfant, s'il est possible de se la procurer;

c les motifs sur lesquels se base le demandeur pour réclamer le retour de l'enfant;

d toutes informations disponibles concernant la localisation de l'enfant et l'identité de la personne avec laquelle l'enfant est présumé se trouver.

La demande peut être accompagnée ou complétée par:

e une copie authentifiée de toute décision ou de tout accord utiles;

f une attestation ou une déclaration avec affirmation émanant de l'Autorité centrale, ou d'une autre autorité compétente de l'Etat de la résidence habituelle, ou d'une personne qualifiée, concernant le droit de l'Etat en la matière;

g tout autre document utile.

Article 9

Quand l'Autorité centrale qui est saisie d'une demande en vertu de l'article 8 a des raisons de penser que l'enfant se trouve dans un autre Etat contractant, elle transmet la demande directement et sans délai à l'Autorité centrale de cet Etat contractant et en informe l'Autorité centrale requérante ou, le cas échéant, le demandeur.

Article 10

L'Autorité centrale de l'Etat où se trouve l'enfant prendra ou fera prendre toute mesure propre à assurer sa remise volontaire.

Article 11

Les autorités judiciaires ou administratives de tout Etat contractant doivent procéder d'urgence en vue du retour de l'enfant.

Lorsque l'autorité judiciaire ou administrative saisie n'a pas statué dans un délai de six semaines à partir de sa saisine, le demandeur ou l'Autorité centrale de l'Etat requis, de sa propre initiative ou sur requête de l'Autorité centrale de l'Etat requérant, peut demander une déclaration sur les raisons de ce retard. Si la réponse est reçue par l'Autorité centrale de l'Etat requis, cette Autorité doit la transmettre à l'Autorité centrale de l'Etat requérant ou, le cas échéant, au demandeur.

Article 12

Lorsqu'un enfant a été déplacé ou retenu illicitement au sens de l'article 3 et qu'une période de moins d'un an s'est écoulée à partir du déplacement ou du non-retour au moment de l'introduction de la demande devant l'autorité judiciaire ou administrative de l'Etat contractant où se trouve l'enfant, l'autorité saisie ordonne son retour immédiat.

L'autorité judiciaire ou administrative, même saisie après l'expiration de la période d'un an prévue à l'alinéa précédent, doit aussi ordonner le retour de l'enfant, à moins qu'il ne soit établi que l'enfant s'est intégré dans son nouveau milieu.

Lorsque l'autorité judiciaire ou administrative de l'Etat requis a des raisons de croire que l'enfant a été emmené dans un autre Etat, elle peut suspendre la procédure ou rejeter la demande de retour de l'enfant.

b where available, the date of birth of the child;

c the grounds on which the applicant's claim for return of the child is based;

d all available information relating to the whereabouts of the child and the identity of the person with whom the child is presumed to be.

The application may be accompanied or supplemented by -

e an authenticated copy of any relevant decision or agreement;

f a certificate or an affidavit emanating from a Central Authority, or other competent authority of the State of the child's habitual residence, or from a qualified person, concerning the relevant law of that State;

g any other relevant document.

Article 9

If the Central Authority which receives an application referred to in Article 8 has reason to believe that the child is in another Contracting State, it shall directly and without delay transmit the application to the Central Authority of that Contracting State and inform the requesting Central Authority, or the applicant, as the case may be.

Article 10

The Central Authority of the State where the child is shall take or cause to be taken all appropriate measures in order to obtain the voluntary return of the child.

Article 11

The judicial or administrative authorities of Contracting States shall act expeditiously in proceedings for the return of children.

If the judicial or administrative authority concerned has not reached a decision within six weeks from the date of commencement of the proceedings, the applicant or the Central Authority of the requested State, on its own initiative or if asked by the Central Authority of the requesting State, shall have the right to request a statement of the reasons for the delay. If a reply is received by the Central Authority of the requested State, that Authority shall transmit the reply to the Central Authority of the requesting State, or to the applicant, as the case may be.

Article 12

Where a child has been wrongfully removed or retained in terms of Article 3 and, at the date of the commencement of the proceedings before the judicial or administrative authority of the Contracting State where the child is, a period of less than one year has elapsed from the date of the wrongful removal or retention, the authority concerned shall order the return of the child forthwith.

The judicial or administrative authority, even where the proceedings have been commenced after the expiration of the period of one year referred to in the preceding paragraph, shall also order the return of the child, unless it is demonstrated that the child is now settled in its new environment.

Where the judicial or administrative authority in the requested State has reason to believe that the child has been taken to another State, it may stay the proceedings or dismiss the application for the return of the child.

Article 13

Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'autorité judiciaire ou administrative de l'Etat requis n'est pas tenue d'ordonner le retour de l'enfant, lorsque la personne, l'institution ou l'organisme qui s'oppose à son retour établit:

a que la personne, l'institution ou l'organisme qui avait le soin de la personne de l'enfant n'exerçait pas effectivement le droit de garde à l'époque du déplacement ou du non-retour, ou avait consenti ou acquiescé postérieurement à ce déplacement ou à ce non-retour; ou

b qu'il existe un risque grave que le retour de l'enfant ne l'expose à un danger physique ou psychique, ou de toute autre manière ne le place dans une situation intolérable.

L'autorité judiciaire ou administrative peut aussi refuser d'ordonner le retour de l'enfant si elle constate que celui-ci s'oppose à son retour et qu'il a atteint un âge et une maturité où il se révèle approprié de tenir compte de cette opinion.

Dans l'appréciation des circonstances visées dans cet article, les autorités judiciaires ou administratives doivent tenir compte des informations fournies par l'Autorité centrale ou toute autre autorité compétente de l'Etat de la résidence habituelle de l'enfant sur sa situation sociale.

Article 14

Pour déterminer l'existence d'un déplacement ou d'un non-retour illicite au sens de l'article 3, l'autorité judiciaire ou administrative de l'Etat requis peut tenir compte directement du droit et des décisions judiciaires ou administratives reconnues formellement ou non dans l'Etat de la résidence habituelle de l'enfant, sans avoir recours aux procédures spécifiques sur la preuve de ce droit ou pour la reconnaissance des décisions étrangères qui seraient autrement applicables.

Article 15

Les autorités judiciaires ou administratives d'un Etat contractant peuvent, avant d'ordonner le retour de l'enfant, demander la production par le demandeur d'une décision ou d'une attestation émanant des autorités de l'Etat de la résidence habituelle de l'enfant constatant que le déplacement ou le non-retour était illicite au sens de l'article 3 de la Convention, dans la mesure où cette décision ou cette attestation peut être obtenue dans cet Etat. Les Autorités centrales des Etats contractants assistent dans la mesure du possible le demandeur pour obtenir une telle décision ou attestation.

Article 16

Après avoir été informées du déplacement illicite d'un enfant ou de son non-retour dans le cadre de l'article 3, les autorités judiciaires ou administratives de l'Etat contractant où l'enfant a été déplacé ou retenu ne pourront statuer sur le fond du droit de garde jusqu'à ce qu'il soit établi que les conditions de la présente Convention pour un retour de l'enfant ne sont pas réunies, ou jusqu'à ce qu'une période raisonnable ne se soit écoulée sans qu'une demande en application de la Convention n'ait été faite.

Article 17

Le seul fait qu'une décision relative à la garde ait été rendue ou soit susceptible d'être reconnue dans l'Etat requis ne peut justifier le refus de renvoyer l'enfant dans le cadre de cette Convention, mais les autorités judiciaires ou administratives de l'Etat requis peuvent prendre en considération les motifs de cette décision qui rentrent dans le cadre de l'application de la Convention.

Article 13

Notwithstanding the provisions of the preceding Article, the judicial or administrative authority of the requested State is not bound to order the return of the child if the person, institution or other body which opposes its return establishes that –

a the person, institution or other body having the care of the person of the child was not actually exercising the custody rights at the time of removal or retention, or had consented to or subsequently acquiesced in the removal or retention; or

b there is a grave risk that his or her return would expose the child to physical or psychological harm or otherwise place the child in an intolerable situation.

The judicial or administrative authority may also refuse to order the return of the child if it finds that the child objects to being returned and has attained an age and degree of maturity at which it is appropriate to take account of its views.

In considering the circumstances referred to in this Article, the judicial and administrative authorities shall take into account the information relating to the social background of the child provided by the Central Authority or other competent authority of the child's habitual residence.

Article 14

In ascertaining whether there has been a wrongful removal or retention within the meaning of Article 3, the judicial or administrative authorities of the requested State may take notice directly of the law of, and of judicial or administrative decisions, formally recognized or not in the State of the habitual residence of the child, without recourse to the specific procedures for the proof of that law or for the recognition of foreign decisions which would otherwise be applicable.

Article 15

The judicial or administrative authorities of a Contracting State may, prior to the making of an order for the return of the child, request that the applicant obtain from the authorities of the State of the habitual residence of the child a decision or other determination that the removal or retention was wrongful within the meaning of Article 3 of the Convention, where such a decision or determination may be obtained in that State. The Central Authorities of the Contracting States shall so far as practicable assist applicants to obtain such a decision or determination.

Article 16

After receiving notice of a wrongful removal or retention of a child in the sense of Article 3, the judicial or administrative authorities of the Contracting State to which the child has been removed or in which it has been retained shall not decide on the merits of rights of custody until it has been determined that the child is not to be returned under this Convention or unless an application under this Convention is not lodged within a reasonable time following receipt of the notice.

Article 17

The sole fact that a decision relating to custody has been given in or is entitled to recognition in the requested State shall not be a ground for refusing to return a child under this Convention, but the judicial or administrative authorities of the requested State may take account of the reasons for that decision in applying this Convention.

Article 18

Les dispositions de ce chapitre ne limitent pas le pouvoir de l'autorité judiciaire ou administrative d'ordonner le retour de l'enfant à tout moment.

Article 19

Une décision sur le retour de l'enfant rendue dans le cadre de la Convention n'affecte pas le fond du droit de garde.

Article 20

Le retour de l'enfant conformément aux dispositions de l'article 12 peut être refusé quand il ne serait pas permis par les principes fondamentaux de l'Etat requis sur la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

CHAPITRE IV
DROIT DE VISITE

Article 21

Une demande visant l'organisation ou la protection de l'exercice effectif d'un droit de visite peut être adressée à l'Autorité centrale d'un Etat contractant selon les mêmes modalités qu'une demande visant au retour de l'enfant.

Les Autorités centrales sont liées par les obligations de coopération visées à l'article 7 pour assurer l'exercice paisible du droit de visite et l'accomplissement de toute condition à laquelle l'exercice de ce droit serait soumis, et pour que soient levés, dans toute la mesure du possible, les obstacles de nature à s'y opposer.

Les Autorités centrales, soit directement, soit par des intermédiaires, peuvent entamer ou favoriser une procédure légale en vue d'organiser ou de protéger le droit de visite et les conditions auxquelles l'exercice de ce droit pourrait être soumis.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 22

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais et dépens dans le contexte des procédures judiciaires ou administratives visées par la Convention.

Article 23

Aucune légalisation ni formalité similaire ne sera requise dans le contexte de la Convention.

Article 24

Toute demande, communication ou autre document sont envoyés dans leur langue originale à l'Autorité centrale de l'Etat requis et accompagnés d'une traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de cet Etat ou, lorsque cette traduction est difficilement réalisable, d'une traduction en français ou en anglais.

Toutefois, un Etat contractant pourra, en faisant la réserve prévue à l'article 42, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais, dans toute demande, communication ou autre document adressés à son Autorité centrale.

Article 18

The provisions of this Chapter do not limit the power of a judicial or administrative authority to order the return of the child at any time.

Article 19

A decision under this Convention concerning the return of the child shall not be taken to be a determination on the merits of any custody issue.

Article 20

The return of the child under the provisions of Article 12 may be refused if this would not be permitted by the fundamental principles of the requested State relating to the protection of human rights and fundamental freedoms.

CHAPTER IV
RIGHTS OF ACCESS

Article 21

An application to make arrangements for organizing or securing the effective exercise of rights of access may be presented to the Central Authorities of the Contracting States in the same way as an application for the return of a child.

The Central Authorities are bound by the obligations of co-operation which are set forth in Article 7 to promote the peaceful enjoyment of access rights and the fulfilment of any conditions to which the exercise of those rights may be subject. The Central Authorities shall take steps to remove, as far as possible, all obstacles to the exercise of such rights.

The Central Authorities, either directly or through intermediaries, may initiate or assist in the institution of proceedings with a view to organizing or protecting these rights and securing respect for the conditions to which the exercise of these rights may be subject.

CHAPTER V
GENERAL PROVISIONS

Article 22

No security, bond or deposit, however described, shall be required to guarantee the payment of costs and expenses in the judicial or administrative proceedings falling within the scope of this Convention.

Article 23

No legalization or similar formality may be required in the context of this Convention.

Article 24

Any application, communication or other document sent to the Central Authority of the requested State shall be in the original language, and shall be accompanied by a translation into the official language or one of the official languages of the requested State or, where that is not feasible, a translation into French or English.

However, a Contracting State may, by making a reservation in accordance with Article 42, object to the use of either French or English, but not both, in any application, communication or other document sent to its Central Authority.

Article 25

Les ressortissants d'un Etat contractant et les personnes qui résident habituellement dans cet Etat auront droit, pour tout ce qui concerne l'application de la Convention, à l'assistance judiciaire et juridique dans tout autre Etat contractant, dans les mêmes conditions que s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet autre Etat et y résidaient habituellement.

Article 26

Chaque Autorité centrale supportera ses propres frais en appliquant la Convention.

L'Autorité centrale et les autres services publics des Etats contractants n'imposeront aucun frais en relation avec les demandes introduites en application de la Convention. Notamment, ils ne peuvent réclamer du demandeur le paiement des frais et dépens du procès ou, éventuellement, des frais entraînés par la participation d'un avocat. Cependant, ils peuvent demander le paiement des dépenses causées ou qui seraient causées par les opérations liées au retour de l'enfant.

Toutefois, un Etat contractant pourra, en faisant la réserve prévue à l'article 42, déclarer qu'il n'est tenu au paiement des frais visés à l'alinéa précédent, liés à la participation d'un avocat ou d'un conseiller juridique, ou aux frais de justice, que dans la mesure où ces coûts peuvent être couverts par son système d'assistance judiciaire et juridique.

En ordonnant le retour de l'enfant ou en statuant sur le droit de visite dans le cadre de la Convention, l'autorité judiciaire ou administrative peut, le cas échéant, mettre à la charge de la personne qui a déplacé ou qui a retenu l'enfant, ou qui a empêché l'exercice du droit de visite, le paiement de tous frais nécessaires engagés par le demandeur ou en son nom, notamment des frais de voyage, des frais de représentation judiciaire du demandeur et de retour de l'enfant, ainsi que de tous les coûts et dépenses faits pour localiser l'enfant.

Article 27

Lorsqu'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies ou que la demande n'est pas fondée, une Autorité centrale n'est pas tenue d'accepter une telle demande. En ce cas, elle informe immédiatement de ses motifs le demandeur ou, le cas échéant, l'Autorité centrale qui lui a transmis la demande.

Article 28

Une Autorité centrale peut exiger que la demande soit accompagnée d'une autorisation par écrit lui donnant le pouvoir d'agir pour le compte du demandeur, ou de désigner un représentant habilité à agir en son nom.

Article 29

La Convention ne fait pas obstacle à la faculté pour la personne, l'institution ou l'organisme qui prétend qu'il y a eu une violation du droit de garde ou de visite au sens des articles 3 ou 21 de s'adresser directement aux autorités judiciaires ou administratives des Etats contractants, par application ou non des dispositions de la Convention.

Article 30

Toute demande, soumise à l'Autorité centrale ou directement aux autorités judiciaires ou administratives d'un Etat contractant par application de la Convention, ainsi que tout document ou information qui y serait annexé ou fourni par une Autorité centrale, seront recevables devant les

Article 25

Nationals of the Contracting States and persons who are habitually resident within those States shall be entitled in matters concerned with the application of this Convention to legal aid and advice in any other Contracting State on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.

Article 26

Each Central Authority shall bear its own costs in applying this Convention.

Central Authorities and other public services of Contracting States shall not impose any charges in relation to applications submitted under this Convention. In particular, they may not require any payment from the applicant towards the costs and expenses of the proceedings or, where applicable, those arising from the participation of legal counsel or advisers. However, they may require the payment of the expenses incurred or to be incurred in implementing the return of the child.

However, a Contracting State may, by making a reservation in accordance with Article 42, declare that it shall not be bound to assume any costs referred to in the preceding paragraph resulting from the participation of legal counsel or advisers or from court proceedings, except insofar as those costs may be covered by its system of legal aid and advice.

Upon ordering the return of a child or issuing an order concerning rights of access under this Convention, the judicial or administrative authorities may, where appropriate, direct the person who removed or retained the child, or who prevented the exercise of rights of access, to pay necessary expenses incurred by or on behalf of the applicant, including travel expenses, any costs incurred or payments made for locating the child, the costs of legal representation of the applicant, and those of returning the child.

Article 27

When it is manifest that the requirements of this Convention are not fulfilled or that the application is otherwise not well founded, a Central Authority is not bound to accept the application. In that case, the Central Authority shall forthwith inform the applicant or the Central Authority through which the application was submitted, as the case may be, of its reasons.

Article 28

A Central Authority may require that the application be accompanied by a written authorization empowering it to act on behalf of the applicant, or to designate a representative so to act.

Article 29

This Convention shall not preclude any person, institution or body who claims that there has been a breach of custody or access rights within the meaning of Article 3 or 21 from applying directly to the judicial or administrative authorities of a Contracting State, whether or not under the provisions of this Convention.

Article 30

Any application submitted to the Central Authorities or directly to the judicial or administrative authorities of a Contracting State in accordance with the terms of this Convention, together with documents and any other information appended thereto or provided by a Central

tribunaux ou les autorités administratives des Etats contractants.

Article 31

Au regard d'un Etat qui connaît en matière de garde des enfants deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes:

a toute référence à la résidence habituelle dans cet Etat vise la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet Etat;

b toute référence à la loi de l'Etat de la résidence habituelle vise la loi de l'unité territoriale dans laquelle l'enfant a sa résidence habituelle.

Article 32

Au regard d'un Etat connaissant en matière de garde des enfants deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

Article 33

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière de garde des enfants ne sera pas tenu d'appliquer la Convention lorsqu'un Etat dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu de l'appliquer.

Article 34

Dans les matières auxquelles elle s'applique, la Convention prévaut sur la *Convention du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs*, entre les Etats Parties aux deux Conventions. Par ailleurs, la présente Convention n'empêche pas qu'un autre instrument international liant l'Etat d'origine et l'Etat requis, ni que le droit non conventionnel de l'Etat requis, ne soient invoqués pour obtenir le retour d'un enfant qui a été déplacé ou retenu illicitement ou pour organiser le droit de visite.

Article 35

La Convention ne s'applique entre les Etats contractants qu'aux enlèvements ou aux non-retours illicites qui se sont produits après son entrée en vigueur dans ces Etats. Si une déclaration a été faite conformément aux articles 39 ou 40, la référence à un Etat contractant faite à l'alinéa précédent signifie l'unité ou les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article 36

Rien dans la Convention n'empêche deux ou plusieurs Etats contractants, afin de limiter les restrictions auxquelles le retour de l'enfant peut être soumis, de convenir entre eux de déroger à celles de ses dispositions qui peuvent impliquer de telles restrictions.

CHAPITRE VI CLAUSES FINALES

Article 37

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session.

Authority, shall be admissible in the courts or administrative authorities of the Contracting States.

Article 31

In relation to a State which in matters of custody of children has two or more systems of law applicable in different territorial units –

a any reference to habitual residence in that State shall be construed as referring to habitual residence in a territorial unit of that State;

b any reference to the law of the State of habitual residence shall be construed as referring to the law of the territorial unit in that State where the child habitually resides.

Article 32

In relation to a State which in matters of custody of children has two or more systems of law applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system specified by the law of that State.

Article 33

A State within which different territorial units have their own rules of law in respect of custody of children shall not be bound to apply this Convention where a State with a unified system of law would not be bound to do so.

Article 34

This Convention shall take priority in matters within its scope over the *Convention of 5 October 1961 concerning the powers of authorities and the law applicable in respect of the protection of minors*, as between Parties to both Conventions. Otherwise the present Convention shall not restrict the application of an international instrument in force between the State of origin and the State addressed or other law of the State addressed for the purposes of obtaining the return of a child who has been wrongfully removed or retained or of organizing access rights.

Article 35

This Convention shall apply as between Contracting States only to wrongful removals or retentions occurring after its entry into force in those States. Where a declaration has been made under Article 39 or 40, the reference in the preceding paragraph to a Contracting State shall be taken to refer to the territorial unit or units in relation to which this Convention applies.

Article 36

Nothing in this Convention shall prevent two or more Contracting States, in order to limit the restrictions to which the return of the child may be subject, from agreeing among themselves to derogate from any provisions of this Convention which may imply such a restriction.

CHAPTER VI FINAL CLAUSES

Article 37

The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Fourteenth Session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 38

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument d'adhésion.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. Une telle déclaration devra également être faite par tout Etat membre ratifiant, acceptant ou approuvant la Convention ultérieurement à l'adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

La Convention entrera en vigueur entre l'Etat adhérent et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de la déclaration d'acceptation

Article 39

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où elle entre en vigueur pour cet Etat.

Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 40

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article 41

Lorsqu'un Etat contractant a un système de gouvernement en vertu duquel les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif sont partagés entre des Autorités centrales et d'autres autorités de cet Etat, la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation de la Convention, ou l'adhésion à celle-ci, ou une déclaration faite en vertu de l'article 40, n'emportera aucune conséquence quant au partage interne des pouvoirs dans cet Etat.

Article 42

Tout Etat contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 38

Any other State may accede to the Convention. The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for a State acceding to it on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of accession.

The accession will have effect only as regards the relations between the acceding State and such Contracting States as will have declared their acceptance of the accession. Such a declaration will also have to be made by any Member State ratifying, accepting or approving the Convention after an accession. Such declaration shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands; this Ministry shall forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.

The Convention will enter into force as between the acceding State and the State that has declared its acceptance of the accession on the first day of the third calendar month after the deposit of the declaration of acceptance.

Article 39

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.

Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 40

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

Any such declaration shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Article 41

Where a Contracting State has a system of government under which executive, judicial and legislative powers are distributed between central and other authorities within that State, its signature or ratification, acceptance or approval of, or accession to this Convention, or its making of any declaration in terms of Article 40 shall carry no implication as to the internal distribution of powers within that State.

Article 42

Any State may, not later than the time of ratification, acceptance, approval or accession, or at the time of making a declaration in terms of Article 39 or 40, make

des articles 39 ou 40, faire soit l'une, soit les deux réserves prévues aux articles 24 et 26, alinéa 3. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 43

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 37 et 38.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

1 pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

2 pour les territoires ou les unités territoriales auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 39 ou 40, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans ces articles.

Article 44

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 43, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera notifiée, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 45

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 38:

1 les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 37;

2 les adhésions visées à l'article 38;

3 la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 43;

4 les extensions visées à l'article 39;

5 les déclarations mentionnées aux articles 38 et 40;

6 les réserves prévues aux articles 24 et 26, alinéa 3, et le retrait des réserves prévu à l'article 42;

7 les dénonciations visées à l'article 44.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 25 octobre 1980, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session.

one or both of the reservations provided for in Article 24 and Article 26, third paragraph. No other reservation shall be permitted.

Any State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 43

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Articles 37 and 38.

Thereafter the Convention shall enter into force –

1 for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

2 for any territory or territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 39 or 40, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Article 44

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 43 even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it. If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 45

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 38, of the following –

1 the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 37;

2 the accessions referred to in Article 38;

3 the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 43;

4 the extensions referred to in Article 39;

5 the declarations referred to in Articles 38 and 40;

6 the reservations referred to in Article 24 and Article 26, third paragraph, and the withdrawals referred to in Article 42;

7 the denunciations referred to in Article 44.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the 25th day of October 1980 in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Fourteenth Session.

Pour la République fédérale d'Allemagne:

For the Federal Republic of Germany:

Pour l'Argentine:

For Argentina:

Pour l'Australie:

For Australia:

Pour l'Autriche:

For Austria:

Pour la Belgique:

For Belgium:

Pour le Canada:

For Canada:

Georges H. Blouin.
Allan Leal.

Pour le Danemark:

For Denmark:

Pour la République arabe d'Égypte:

For the Arab Republic of Egypt:

Pour l'Espagne:

For Spain:

Pour les États-Unis d'Amérique:

For the United States of America:

Pour la Finlande:

For Finland:

Pour la France:

For France:

J. D. Jurgensen.
H. Batiffol.

Pour la Grèce:

For Greece:

D. Evrigénis.

Pour l'Irlande:

For Ireland:

Pour Israël:

For Israel:

Pour l'Italie:

For Italy:

Pour le Japon:

For Japan:

Pour le Luxembourg:

For Luxemburg:

Pour la Norvège:

For Norway:

Pour le Portugal:

For Portugal:

Pour le Royaume des Pays-Bas:

For the Kingdom of the Netherlands:

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et
d'Irlande du Nord:

For the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland:

Pour la Suède:

For Sweden:

Pour la Suisse:

For Switzerland:

Frank Vischer.

Pour le Surinam:

For Surinam:

Pour la Tchécoslovaquie:

For Czechoslovakia:

Pour la Turquie:

For Turkey:

Pour le Vénézuéla:

For Venezuela:

Pour la Yougoslavie:

For Yugoslavia:

Copie certifiée conforme à l'original.

Certified true copy of the original.

Le Directeur des Traités du Ministère des Affaires
étrangères du Royaume des Pays-Bas:

The Director of Treaties of the Ministry of Foreign
Affairs of the Kingdom of the Netherlands:

(Assinatura ilegível.)

Convenção sobre os Aspectos Cíveis do Rapto Internacional de Crianças

Os Estados signatários da presente Convenção,

Firmemente convictos de que os interesses da criança são de primordial importância em todas as questões relativas à sua custódia;

Desejando proteger a criança, no plano internacional, dos efeitos prejudiciais resultantes de uma mudança de domicílio ou de uma retenção ilícitas e estabelecer as formas que garantam o regresso imediato da criança ao Estado da sua residência habitual, bem como assegurar a protecção do direito de visita;

decidiram concluir uma Convenção para esse efeito e acordaram nas seguintes disposições:

CAPÍTULO I

Âmbito da Convenção

Artigo 1.º

A presente Convenção tem por objecto:

- a) Assegurar o regresso imediato das crianças ilicitamente transferidas para qualquer Estado Contratante ou nele retidas indevidamente;
- b) Fazer respeitar de maneira efectiva nos outros Estados Contratantes os direitos de custódia e de visita existentes num Estado Contratante.

Artigo 2.º

Os Estados Contratantes deverão tomar todas as medidas convenientes que visem assegurar, nos respectivos territórios, a concretização dos objectivos da Convenção. Para o efeito, deverão recorrer a procedimentos de urgência.

Artigo 3.º

A deslocação ou a retenção de uma criança é considerada ilícita quando:

- a) Tenha sido efectivada em violação de um direito de custódia atribuído a uma pessoa ou a uma instituição ou a qualquer outro organismo, individual ou conjuntamente, pela lei do Estado onde a criança tenha a sua residência habitual imediatamente antes da sua transferência ou da sua retenção; e
- b) Este direito estiver a ser exercido de maneira efectiva, individualmente ou em conjunto, no momento da transferência ou da retenção, ou o devesse estar se tais acontecimentos não tivessem ocorrido.

O direito de custódia referido na alínea a) pode designadamente resultar quer de uma atribuição de pleno direito, quer de uma decisão judicial ou administrativa, quer de um acordo vigente segundo o direito deste Estado.

Artigo 4.º

A Convenção aplica-se a qualquer criança com residência habitual num Estado Contratante, imediatamente antes da violação do direito de custódia ou de visita. A aplicação da Convenção cessa quando a criança atingir a idade de 16 anos.

Artigo 5.º

Nos termos da presente Convenção:

- a) O «direito de custódia» inclui o direito relativo aos cuidados devidos à criança como pessoa, e, em particular, o direito de decidir sobre o lugar da sua residência;
- b) O «direito de visita» compreende o direito de levar uma criança, por um período limitado de tempo, para um lugar diferente daquele onde ela habitualmente reside.

CAPÍTULO II

Autoridades centrais

Artigo 6.º

Cada Estado Contratante designará uma autoridade central encarregada de dar cumprimento às obrigações que lhe são impostas pela presente Convenção.

Os Estados federais, os Estados em que vigorem vários sistemas legais ou os Estados em que existam organizações territoriais autónomas terão a liberdade de designar mais de uma autoridade central e de especificar a extensão territorial dos poderes de cada uma delas. O Estado que utilize esta faculdade deverá designar a autoridade central à qual os pedidos poderão ser dirigidos para o efeito de virem a ser transmitidos à autoridade central competente desse Estado.

Artigo 7.º

As autoridades centrais devem cooperar entre si e promover a colaboração entre as autoridades competentes dos seus respectivos Estados, por forma a assegurar o regresso imediato das crianças e a realizar os outros objectivos da presente Convenção.

Em particular, deverão tomar, quer directamente, quer através de um intermediário, todas as medidas apropriadas para:

- a) Localizar uma criança deslocada ou retida ilicitamente;
- b) Evitar novos danos à criança, ou prejuízos às partes interessadas, tomando ou fazendo tomar medidas provisórias;
- c) Assegurar a reposição voluntária da criança ou facilitar uma solução amigável;
- d) Proceder à troca de informações relativas à situação social da criança, se isso se considerar de utilidade;
- e) Fornecer informações de carácter geral respeitantes ao direito do seu Estado, relativas à aplicação da Convenção;

- f) Introduzir ou favorecer a abertura de um procedimento judicial ou administrativo que vise o regresso da criança ou, concretamente, que permita a organização ou o exercício efectivo do direito de visita;
- g) Acordar ou facilitar, conforme as circunstâncias, a obtenção de assistência judiciária e jurídica, incluindo a participação de um advogado;
- h) Assegurar no plano administrativo, se necessário e oportuno, o regresso sem perigo da criança;
- i) Manterem-se mutuamente informados sobre o funcionamento da Convenção e, tanto quanto possível, eliminarem os obstáculos que eventualmente se oponham à aplicação desta.

CAPÍTULO III

Regresso da criança

Artigo 8.º

Qualquer pessoa, instituição ou organismo que julgue que uma criança tenha sido deslocada ou retirada em violação de um direito de custódia pode participar o facto à autoridade central da residência habitual da criança ou à autoridade central de qualquer outro Estado Contratante, para que lhe seja prestada assistência por forma a assegurar o regresso da criança.

O pedido deve conter:

- a) Informação sobre a identidade do requerente, da criança e da pessoa a quem se atribua a deslocação ou a retenção da criança;
- b) Se possível, a data de nascimento da criança;
- c) Os motivos em que o requerente se baseia para exigir o regresso da criança;
- d) Todas as informações disponíveis relativamente à localização da criança e à identidade da pessoa com a qual se encontre presumivelmente a criança.

O requerimento pode ser acompanhado ou completado por:

- e) Uma cópia autenticada de qualquer decisão ou acordo considerado útil;
- f) Um atestado ou uma declaração sob juramento, emitidos pela autoridade central, ou por qualquer outra entidade competente do Estado da residência habitual, ou por uma pessoa qualificada, relativa ao direito desse Estado na matéria;
- g) Qualquer outro documento considerado útil.

Artigo 9.º

Quando a autoridade central que tomou conhecimento do requerimento mencionado no artigo 8.º tiver razões para acreditar que a criança se encontra num outro Estado Contratante, deverá transmiti-lo directamente e sem demora à autoridade central desse Estado Contratante e disso informará a autoridade central requerente ou, se for caso disso, o requerente.

Artigo 10.º

A autoridade central do Estado onde a criança se encontrar deverá tomar ou mandar tomar todas as medidas apropriadas para assegurar a reposição voluntária da mesma.

Artigo 11.º

As autoridades judiciais ou administrativas dos Estados Contratantes deverão adoptar procedimentos de urgência com vista ao regresso da criança.

Se a respectiva autoridade judicial ou administrativa não tiver tomado uma decisão no prazo de 6 semanas a contar da data da participação, o requerente ou a autoridade central do Estado requerido, por sua própria iniciativa ou a solicitação da autoridade central do Estado requerente, pode pedir uma declaração sobre as razões da demora. Se for a autoridade central do Estado requerido a receber a resposta, esta autoridade deverá transmiti-la à autoridade central do Estado requerente ou, se for necessário, ao próprio requerente.

Artigo 12.º

Quando uma criança tenha sido ilicitamente transferida ou retida nos termos do artigo 3.º e tiver decorrido um período de menos de 1 ano entre a data da deslocação ou da retenção indevidas e a data do início do processo perante a autoridade judicial ou administrativa do Estado contratante onde a criança se encontrar, a autoridade respectiva deverá ordenar o regresso imediato da criança.

A autoridade judicial ou administrativa respectiva, mesmo após a expiração do período de 1 ano referido no parágrafo anterior, deve ordenar também o regresso da criança, salvo se for provado que a criança já se encontra integrada no seu novo ambiente.

Quando a autoridade judicial ou administrativa do Estado requerido tiver razões para crer que a criança tenha sido levada para um outro Estado, pode então suspender o processo ou rejeitar o pedido para o regresso da criança.

Artigo 13.º

Sem prejuízo das disposições contidas no artigo anterior, a autoridade judicial ou administrativa do Estado requerido não é obrigada a ordenar o regresso da criança se a pessoa, instituição ou organismo que se opuser ao seu regresso provar:

- a) Que a pessoa, instituição ou organismo que tinha a seu cuidado a pessoa da criança não exercia efectivamente o direito de custódia na época da transferência ou da retenção, ou que havia consentido ou concordado posteriormente com esta transferência ou retenção; ou
- b) Que existe um risco grave de a criança, no seu regresso, ficar sujeita a perigos de ordem física ou psíquica, ou, de qualquer outro modo, a ficar numa situação intolerável.

A autoridade judicial ou administrativa pode também recusar-se a ordenar o regresso da criança se verificar que esta se opõe a ele e que a criança atingiu

já uma idade e um grau de maturidade tais que levem a tomar em consideração as suas opiniões sobre o assunto.

Ao apreciar as circunstâncias referidas neste artigo, as autoridades judiciais ou administrativas deverão ter em consideração as informações respeitantes à situação social da criança fornecidas pela autoridade central ou por qualquer outra autoridade competente do Estado da residência habitual da criança.

Artigo 14.º

Para determinar a existência de uma transferência ou retenção ilícitas nos termos do artigo 3.º, as autoridades judiciais ou administrativas do Estado requerido poderão tomar conhecimento directo do direito e das decisões judiciais ou administrativas formalmente reconhecidas ou não no Estado da residência habitual da criança sem ter de recorrer a procedimentos específicos para prova dessa legislação ou para reconhecimento de decisões estrangeiras que seriam aplicáveis de modo diferente.

Artigo 15.º

As autoridades judiciais ou administrativas de um Estado Contratante podem, antes de ordenar o regresso da criança, solicitar a produção pelo requerente de uma decisão ou de um atestado passado pelas autoridades do Estado da residência habitual da criança comprovando a ilicitude da transferência ou da retenção nos termos do artigo 3.º da Convenção, desde que esta decisão ou essa declaração possam ser obtidas no referido Estado. As autoridades centrais dos Estados Contratantes deverão, na medida do possível, auxiliar os requerentes a obter tal decisão ou atestado.

Artigo 16.º

Depois de terem sido informadas da transferência ilícita ou da retenção de uma criança no contexto do artigo 3.º, as autoridades judiciais ou administrativas do Estado Contratante para onde a criança tenha sido levada ou onde esteja retida não poderão tomar decisões sobre o fundo do direito de custódia sem que seja provado não estarem reunidas as condições previstas na presente Convenção para o regresso da criança, ou sem que tiver decorrido um período razoável de tempo sem que haja sido apresentado qualquer requerimento em aplicação do prescrito pela presente Convenção.

Artigo 17.º

O facto de ter sido tomada uma decisão relativa à custódia ou de a mesma ser passível de reconhecimento no Estado requerido não pode justificar a recusa de fazer regressar a criança nos termos desta Convenção; mas as autoridades judiciais ou administrativas do Estado requerido poderão tomar em consideração os motivos desta decisão no âmbito da aplicação da presente Convenção.

Artigo 18.º

As disposições deste capítulo não limitam o poder das autoridades judiciais ou administrativas para ordenar o regresso da criança em qualquer momento.

Artigo 19.º

Qualquer decisão sobre o regresso da criança, tomada ao abrigo da presente Convenção, não afecta os fundamentos do direito de custódia.

Artigo 20.º

O regresso da criança de acordo com as disposições contidas no artigo 12.º poderá ser recusado quando não for consentâneo com os princípios fundamentais do Estado requerido relativos à protecção dos direitos do homem e das liberdades fundamentais.

CAPÍTULO IV

Direito de visita

Artigo 21.º

O pedido que vise a organização ou a protecção do exercício efectivo do direito de visita poderá ser dirigido à autoridade central de um Estado Contratante nos mesmos moldes do pedido que vise o regresso da criança.

As autoridades centrais incumbe, de acordo com os deveres de cooperação previstos no artigo 7.º, promover o exercício pacífico do direito de visita, bem como o preenchimento de todas as condições indispensáveis ao exercício deste direito. As autoridades centrais deverão providenciar no sentido de removerem, tanto quanto possível, todos os obstáculos ao exercício desse mesmo direito.

As autoridades centrais podem, quer directamente, quer através de intermediários, encetar ou favorecer o processo legal que vise organizar ou proteger o direito de visita e as condições a que o exercício deste direito poderia ficar sujeito.

CAPÍTULO V

Disposições gerais

Artigo 22.º

Nenhuma caução ou depósito, qualquer que seja a sua denominação, poderão ser impostos para garantir o pagamento de custas e despesas relativas aos processos judiciais ou administrativos na presente Convenção.

Artigo 23.º

Nenhuma legalização nem formalidade similar serão exigíveis no contexto da presente Convenção.

Artigo 24.º

Os requerimentos, comunicações e outros documentos são enviados na língua original à autoridade central do Estado requerido e acompanhados de uma tradução na língua oficial ou numa das línguas oficiais deste Estado, ou, quando tal tradução for dificilmente realizável, de uma tradução em francês ou inglês.

No entanto, um Estado Contratante poderá, ao fazer a reserva prevista no artigo 42.º, opor-se à utilização do francês ou do inglês em qualquer requerimento, comunicação ou outro documento enviado à respectiva autoridade central.

Artigo 25.º

Os nacionais de um Estado Contratante e as pessoas que habitualmente residem nesse Estado terão direito, em tudo o que se relacione com a aplicação da presente Convenção, à assistência judiciária e jurídica em qualquer outro Estado Contratante nas mesmas condições dos nacionais desse outro Estado e das pessoas que nele habitualmente residam.

Artigo 26.º

Cada autoridade central deverá suportar os encargos que resultam da aplicação da Convenção.

A autoridade central e os outros serviços públicos dos Estados Contratantes não deverão exigir o pagamento de quaisquer custas pela interposição de pedidos feitos ao abrigo da presente Convenção. Não poderão, especialmente, reclamar do requerente o pagamento de custas e de despesas efectuadas com o processo ou, eventualmente, com a participação de um advogado. Mas poderão exigir o pagamento das despesas ocasionadas pelo regresso da criança.

Todavia, qualquer Estado Contratante poderá, ao fazer a reserva prevista no artigo 42.º, declarar que não se obriga ao pagamento dos encargos previstos no parágrafo anterior, referentes à participação de advogado ou de consultor jurídico ou ao pagamento das custas judiciais, excepto se esses encargos puderem ser cobertos pelo seu sistema de assistência judiciária e jurídica.

Ao ordenar o regresso da criança ou ao regular o direito de visita no quadro da presente Convenção, as autoridades judiciais ou administrativas podem, se necessário, impor à pessoa que deslocou ou que haja retido a criança ou que tenha impedido o exercício do direito de visita o pagamento de todas as despesas necessárias efectuadas pelo requerente ou em seu nome, incluindo as despesas de viagem, as efectuadas com a representação judiciária do requerente e com o regresso da criança, bem como todas as custas e despesas feitas para localizar a criança.

Artigo 27.º

Quando for manifesto que as condições exigidas pela presente Convenção não se encontram preenchidas ou que o pedido não tem fundamento, nenhuma autoridade central será obrigada a receber tal pedido. Em tal caso, a autoridade central informará de imediato o requerente das suas razões ou, se necessário, a autoridade central que haja remetido o pedido.

Artigo 28.º

Qualquer autoridade central poderá exigir que o pedido seja acompanhado de uma autorização escrita dando-lhe poderes para agir em nome do requerente, ou para nomear um representante habilitado a agir em seu nome.

Artigo 29.º

Esta Convenção não deverá impedir qualquer pessoa, instituição ou organismo que julgue ter havido violação do direito de custódia ou de visita, nos termos dos artigos 3.º ou 21.º, de se dirigir directamente às autoridades judiciais ou administrativas de qualquer dos Estados Contratantes, ao abrigo ou não das disposições da presente Convenção.

Artigo 30.º

Todo o pedido apresentado às autoridades centrais ou, directamente, às autoridades judiciais ou administrativas de um Estado Contratante ao abrigo da presente Convenção, bem como qualquer documento ou informação a ele anexado ou que seja fornecido por uma autoridade central, deverão ser recebidos pelos tribunais ou pelas autoridades administrativas dos Estados Contratantes.

Artigo 31.º

Em relação a um Estado que, em matéria de custódia da criança, possua dois ou mais sistemas de direito aplicáveis em diferentes unidades territoriais:

- a) Qualquer referência à residência habitual nesse Estado significa residência habitual numa unidade territorial desse Estado;
- b) Qualquer referência à lei do Estado da residência habitual corresponde à lei da unidade territorial onde a criança tenha a sua residência habitual.

Artigo 32.º

Em relação a um Estado que, em matéria de custódia de crianças, possua dois ou vários sistemas de direito aplicáveis a diferentes categorias de pessoas, qualquer referência à lei desse Estado corresponde a uma referência ao sistema legal definido pelo direito desse Estado.

Artigo 33.º

Um Estado cujas diferentes unidades territoriais tenham as suas próprias regras de direito em matéria de custódia de crianças não será obrigado a aplicar a presente Convenção quando um outro Estado com um sistema de direito unificado não se tenha obrigado a aplicá-lo.

Artigo 34.º

Nas matérias às quais se aplique a presente Convenção, esta prevalecerá sobre a Convenção de 5 de Outubro de 1961 Relativa à Competência das Autoridades e à Lei Aplicável em Matéria de Protecção de Menores entre os Estados partes nas duas Convenções. Por outro lado, a presente Convenção não impedirá que outro instrumento internacional vigore entre o Estado de origem e o Estado requerido, nem que o direito não convencional do Estado requerido seja invocado para obter o regresso de uma criança que tenha sido ilicitamente deslocada ou retida, ou para organizar o direito de visita.

Artigo 35.º

Nos Estados Contratantes, a presente Convenção apenas se aplica às transferências ou às retenções ilícitas que tenham ocorrido depois da sua entrada em vigor nesses Estados.

Se, em conformidade com os artigos 39.º ou 40.º, tiver sido feita a declaração neles prevista, a referência a um Estado Contratante feita no parágrafo anterior corresponde à referência à unidade ou às unidades territoriais às quais a Convenção se aplica.

Artigo 36.º

Nada haverá na presente Convenção que possa impedir que dois ou vários Estados Contratantes, para limitarem as restrições a que pode estar sujeito o regresso da criança, estabeleçam entre si um acordo para derogarem as disposições que possam implicar tais restrições.

CAPÍTULO VI

Cláusulas finais

Artigo 37.º

A Convenção é aberta à assinatura dos Estados que eram membros da Conferência da Haia de Direito Internacional Privado à data da sua 14.ª sessão.

A Convenção será ratificada, aceite ou aprovada e os instrumentos de ratificação, de aceitação ou de aprovação serão depositados junto do Ministério dos Negócios Estrangeiros do Reino dos Países Baixos.

Artigo 38.º

Qualquer outro Estado poderá aderir à Convenção.

O instrumento de adesão será depositado junto do Ministério dos Negócios Estrangeiros do Reino dos Países Baixos.

A Convenção entrará em vigor para o Estado aderente no primeiro dia do terceiro mês do calendário após o depósito do respectivo instrumento de adesão.

A adesão apenas produzirá efeito nas relações entre o Estado aderente e os Estados Contratantes que tenham declarado aceitar essa adesão. Esta declaração deverá ser igualmente feita por qualquer Estado membro que ratifique, aceite ou aprove a Convenção após tal adesão. Esta declaração será depositada junto do Ministério dos Negócios Estrangeiros do Reino dos Países Baixos, que, por via diplomática, enviará uma cópia autenticada a cada um dos Estados Contratantes.

A Convenção entrará em vigor entre o Estado aderente e o Estado que tenha declarado aceitar essa adesão no primeiro dia do terceiro mês do calendário após o depósito da declaração de aceitação.

Artigo 39.º

Qualquer Estado poderá, no momento da assinatura, da ratificação, da aceitação, da aprovação ou da adesão, declarar que a Convenção será extensiva ao conjunto dos territórios que internacionalmente ele representa ou apenas a um ou a vários de entre eles.

Esta declaração produzirá efeito no momento em que a Convenção entrar em vigor para esse Estado.

A mesma declaração, bem como qualquer extensão posterior, será notificada ao Ministério dos Negócios Estrangeiros do Reino dos Países Baixos.

Artigo 40.º

O Estado Contratante que compreenda duas ou várias unidades territoriais onde se apliquem diferentes sistemas de direito às matérias reguladas pela presente Convenção poderá declarar, no momento da assinatura, da ratificação, da aceitação, da aprovação ou da adesão, que a presente Convenção se aplicará a todas as suas unidades territoriais ou somente a uma ou a várias de entre elas, e poderá, em qualquer momento, modificar essa declaração apresentando outra em sua substituição.

Essas declarações serão notificadas ao Ministério dos Negócios Estrangeiros do Reino dos Países Baixos, mencionando expressamente as unidades territoriais às quais a Convenção se aplicará.

Artigo 41.º

Quando um Estado Contratante possuir um sistema de governo em virtude do qual os poderes executivo, judiciário e legislativo são partilhados entre as autoridades centrais e outras autoridades desse Estado, a assinatura, a ratificação, a aceitação ou a aprovação da Convenção, ou adesão a esta, ou a declaração feita nos termos do artigo 40.º, não trarão qualquer consequência quanto à partilha interna de poderes nesse Estado.

Artigo 42.º

Qualquer Estado Contratante poderá, até ao momento da ratificação, da aceitação, da aprovação ou da adesão, ou até à data da declaração feita nos termos dos artigos 39.º ou 40.º, fazer uma ou as duas reservas previstas nos artigos 24.º e 26.º, terceiro parágrafo. Nenhuma outra reserva será admitida.

Qualquer Estado poderá, a todo o momento, retirar uma reserva que haja feito. Esta retirada será notificada ao Ministério dos Negócios Estrangeiros do Reino dos Países Baixos.

O efeito da reserva cessará no primeiro dia do terceiro mês do calendário após a notificação mencionada no parágrafo anterior.

Artigo 43.º

A Convenção entrará em vigor no primeiro dia do terceiro mês do calendário após o depósito do terceiro instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão previsto nos artigos 37.º e 38.º

Em seguida, a Convenção entrará em vigor:

- 1) Para cada Estado que a ratifique, aceite, aprove ou a ela adira posteriormente, no primeiro dia do terceiro mês do calendário após o depósito do respectivo instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão;
- 2) Para os territórios ou unidades territoriais onde a Convenção tenha sido tornada extensiva

nos termos dos artigos 39.º ou 40.º, no primeiro dia do terceiro mês do calendário após a notificação prevista nestes artigos.

Artigo 44.º

A Convenção terá uma duração de 5 anos a partir da data da sua entrada em vigor, em conformidade com o primeiro parágrafo do artigo 43.º, mesmo para os Estados que posteriormente a tenham ratificado, aceite, aprovado ou a ela aderido.

A Convenção será tacitamente renovada de 5 em 5 anos, salvo denúncia.

A denúncia será notificada ao Ministério dos Negócios Estrangeiros do Reino dos Países Baixos pelo menos 6 meses antes de ter expirado o período de 5 anos. A denúncia poderá limitar-se a certos territórios ou unidades territoriais onde a Convenção vigore.

A denúncia só produzirá efeito em relação ao Estado que a tenha notificado. A Convenção permanecerá em vigor em relação aos outros Estados Contratantes.

Artigo 45.º

O Ministério dos Negócios Estrangeiros do Reino dos Países Baixos notificará os membros da Conferência, bem como os Estados que tenham aderido, em conformidade com as disposições contidas no artigo 38.º:

- 1) Das assinaturas, ratificações, aceitações e aprovações previstas no artigo 37.º;
- 2) Das adesões previstas no artigo 38.º;
- 3) Da data em que a Convenção entrar em vigor, de acordo com o artigo 43.º;
- 4) Das extensões visadas pelo artigo 39.º;
- 5) Das declarações mencionadas nos artigos 38.º e 40.º;
- 6) Das reservas previstas nos artigos 24.º e 26.º, terceiro parágrafo, e da retirada das reservas previstas no artigo 42.º;
- 7) Das denúncias previstas no artigo 44.º

Em fé do que, os abaixo assinados, devidamente autorizados, assinaram a presente Convenção.

Feita na Haia, em 25 de Outubro de 1980, em francês e em inglês, fazendo ambos os textos igualmente fé, num único exemplar, que será depositado nos arquivos do Governo do Reino dos Países Baixos e do qual será remetida, por via diplomática, uma cópia certificada conforme a cada um dos Estados Membros da Conferência da Haia de Direito Internacional Privado à data da sua 14.ª sessão.

Pela República Federal da Alemanha:

Pela Argentina:

Pela Austrália:

Pela Áustria:

Pela República Árabe do Egipto:

Pela Espanha:

Pelos Estados Unidos da América:

Pela Finlândia.

Pela Bélgica:

Pelo Canadá:

Georges H. Blouin.
Allan Leal.

Pela Dinamarca:

Por Israel:

Pelo Japão:

Pela Noruega:

Pelo Reino dos Países Baixos:

Pela Suécia:

Pela Checoslováquia:

Pela Venezuela:

Pela França:

J. D. Jurgensen.
H. Batiffol.

Pela Grécia:

D. Evrigénis.

Pela Irlanda:

Pela Itália:

Pelo Luxemburgo:

Por Portugal:

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte:

Pela Suíça:

Franck Vischer.

Pelo Suriname:

Pela Turquia:

Pela Jugoslávia:

Cópia certificada conforme o original.

O Director dos Tratados do Ministério dos Negócios Estrangeiros do Reino dos Países Baixos:

(Assinatura ilegível.)

國際性誘拐兒童民事方面的公約

本公約簽字國，深信兒童利益是有關兒童監護的最重要問題，願意就國際範圍保護兒童免遭非法帶走或扣留的有害後果，制定程序以保證其迅速返回慣常居所地國家，並為保護探望權提供保證，決定為此目的締結一項公約，並議定下列條款：

第一章 公約的適用範圍

第一條

本公約的目的是：

- (一) 保證在任何締約國中遭非法帶走或扣留的兒童迅速返回；以及
- (二) 保證締約國法律所規定的監護權和探望權在其他締約國獲得有效尊重。

第二條

締約國應採取一切適當措施以保證在其境內實現本公約的目的。締約國應為此採取最迅速的程序。

第三條

帶走或扣留兒童，應視為非法的，如果：

(一) 根據兒童被帶走或被扣留前當時的慣常居所地國家的法律規定，如有侵犯屬於個人、機構或任何其他團體的共同或單獨監護權；而且

(二) 在帶走或扣留的當時，實際上業已共同或單獨行使上述監護權，或者如無帶走或扣留情事，則將行使此項權利。

特別是上述第1項提及的監護權，可因法律的規定或因司法判決或行政決定，或因依該國法律具有法律效力的某項協定而產生。

第四條

本公約適用於監護權或探望權剛受侵犯之前慣常居住在某個締約國內的任何兒童。本公約在兒童年滿十六歲時停止適用。

第五條

為實施本公約的目的：

- (一) “監護權”應包括有關照顧兒童人身的權利，特別是決定兒童居所地的權利；
- (二) “探望權”應包括在一定的期限內將兒童帶往兒童慣常居所以外地方的權利。

第二章 中央主管機關

第六條

各締約國應指定一個中央主管機關，負責本公約所規定的任務。

聯邦國家、有一個以上法律制度的國家，或有自治地區組織的國家，得指定一個以上的中央主管機關，並詳細規定其職權的地域範圍。指定一個以上中央主管機關的國家，應指定可受理申請的中央主管機關以便申請書轉達其國內適當的中央主管機關。

第七條

中央主管機關應相互合作，並促進各自國內主管機關之間的合作以保證兒童迅速返回，並實現本公約的其他目的。

尤其是應當直接或者通過各種中間渠道，採取一些適當措施：

- (一) 確定非法帶走或扣留的兒童的下落；
- (二) 防止因採取或使之採取臨時措施而造成進一步危害兒童或損害有關係的當事人；
- (三) 保證自願返還兒童或設法以和平方式解決問題；
- (四) 需要時交換有關兒童的社會背景材料；
- (五) 提供他們國家有關適用本公約一般性法律材料；
- (六) 為了獲得兒童返回，進行訴訟或協助進行司法或行政訴訟程序並在必要時為組織或保證有效的行使探望權作出安排；
- (七) 必要時提供或協助提供法律援助和法律諮詢，包括律師和法律顧問的參與；
- (八) 為保證兒童安全返回，提供可能需要的適當行政措施；
- (九) 就本公約的實施方面互通情報，並盡可能排除不利於適用公約的各種障礙。

第三章 兒童的返回

第八條

任何個人、機構或其他團體對因監護權受到侵犯而被帶走或扣留的兒童要求返回時，得向該兒童慣常居所地中央主管機關或任何其他締約國的中央主管機關提出申請，請求協助返還該兒童。

申請書應載明：

- (一) 有關申請人和兒童的身分，以及被指控為帶走或扣留兒童者的身分材料；
 - (二) 兒童的出生日期（如果可能獲得的話）；
 - (三) 申請人請求返還該兒童的根據；
 - (四) 一切可以獲得的有關兒童下落，以及認為可能與兒童在一起者的身分材料；
- 申請書可以附加或補充下列文件：

(五) 有關的判決或協議的正式副本；

(六) 由兒童慣常居所地國中央主管機關或其他主管機關，或由該國有關法律規定的合格人士所出具的證明書或宣誓書；

(七) 任何其他有關文件。

第九條

中央主管機關接到第8條規定的申請書後，如果有理由相信該兒童在另一締約國時，應迅速將此申請書直接轉至該締約國的中央主管機關，並將情況通知提出請求的中央主管機關，或有可能時，通知該申請人。

第十條

兒童所在國的中央主管機關應採取或設法採取一切適當措施以達到自願返還該兒童。

第十一條

締約國的司法或行政機關對於返還兒童的訴訟程序應予迅速進行。

如果有關的司法或行政機關自訴訟程序開始之日起六個星期內未作出判決時，申請人或被請求國家的中央主管機關有權主動或應請求國中央主管機關的請求要求說明拖延理由，被請求國中央主管機關接到答覆後，應將答覆轉達請求國中央主管機關，或有必要時，轉達申請人。

第十二條

遇有兒童被非法帶走或扣留符合第3條的規定時，如果兒童所在的締約國司法或行政機關開始訴訟程序的日期，在從其非法帶走或扣留之日起算不滿一年者，有關機關應命令立即交回該兒童。

即使此種訴訟程序是在前款所規定一年期滿之後開始，司法或行政機關也應命令交回兒童，除非能證明該兒童現已轉居於新的環境之中。

被請求國的司法或行政機關如有理由相信該兒童已被帶至另一國家時，得停止訴訟程序或者撤銷請求返還該兒童的申請。

第十三條

儘管有前條的規定，如果反對返還的人、機構或其他團體能證實下列情況時，被請求國的司法或行政機關就無義務命令返還該兒童：

- (一) 在帶走或扣留兒童時，應當照顧該兒童的個人、機構或其他團體實際上並未行使監護權，或對其帶走或留住已經事先同意或事後默認；或者
- (二) 其返回會使兒童在身體上或心靈上遭受傷害的重大危險，或會使兒童置於不能忍受的境地。

司法或行政機關如發現該兒童拒絕返回，並已達到適宜考慮其觀點的年齡及成熟程度時，也得拒絕命令返還該兒童。

在考慮本條所規定的情況時，司法及行政機關應重視兒童慣常居所地中央機關或其他主管機關所提供關於該兒童社會背景的材料。

第十四條

被請求國的司法或行政機關在確定某一非法帶走或扣留是否屬於第3條意義上的範圍時，得直接援引兒童慣常居所地國的法律和經正式或非正式承認的司法或行政判決而不必採取特定程序來證實其法律，也不必對外國判決需要經過承認手續。

第十五條

締約國的司法或行政機關，在作出返回該兒童的命令前，得要求申請人取得兒童慣常居所地國主管機關按照公約第3條意義上該兒童確是非法帶走或扣留的判決或其他決定，如果此種判決或決定在該國是可以取得的。締約國的中央主管機關應盡可能協助申請人取得此種判決或決定。

第十六條

在接到第3條意義上非法帶走或扣留的通知後，被帶走或被扣留兒童的締約國司法或行政機關，除非依據本公約規定已經決定不予返回，或者在接到通知後未根據本公約於合理時間內提出申請，不得就監護權的實質作出決定。

第十七條

已經作出關於監護權的判決或判決應為被請求國承認這個唯一的事實，不應作為拒絕依照本公約返還兒童的根據，但被請求國司法或行政機關在適用本公約時得考慮該判決的理由。

第十八條

本章條款並不限制司法或行政機關得隨時命令返還兒童的權力。

第十九條

依照本公約規定所作出的關於返還兒童的判決，不影響監護權的實質問題。

第二十条

按照第 12 條規定交回兒童的請求如果為被請求國保護人權和基本自由的根本原則所不容許的，得予以拒絕。

第四章
探望權

第二十一条

為安排或保證探望權得到有效行使而作出措施的申請書，得按申請返還兒童的同樣方式送交締約國中央主管機關。

中央主管機關負有第 7 條所規定的合作義務，以促進和平享有探望權，完成行使此種權利的條件。中央機關應盡可能採取步驟排除行使此種權利的各種障礙。

中央主管機關得直接或通過中間渠道提起或協助提起訴訟，以便安排或保護這些權利，並使行使此種權利的條件得到完成。

第五章
一般條款

第二十二條

在本公約規定範圍的司法或行政訴訟，不得以擔保或保證金等任何名稱要求作為支付訟費和費用的擔保。

第二十三條

本公約所載有關文件無需經過認證或類似手續。

第二十四條

任何送交被請求國中央主管機關的申請書、通知或其他文件，均應用申請國文字寫成，並附以譯成被請求國官方文字或官方文字之一的譯本，或如有實際困難，則附以法文或英文譯本。

但締約國得依照第 42 條規定作出保留，對送交其中央主管機關的各種申請書、通知或其他文件拒絕使用法文或英文，但不得對兩者均加以拒絕。

第二十五條

締約國國民和在締約國內常住的人，應在任何其他締約國內在關於適用本公約的事項上所得到的法律援助和法律諮詢，有權享受同常住在該國的該國國民一樣條件。

第二十六條

各中央主管機關在適用本公約時應自行負擔各自的費用。

締約國的中央主管機關及其他公務機關對依本公約規定而提出的申請不應收取任何費用，特別是不得要求申請人給付訟費和費用，或者在可能發生的情況下，由於律師或法律顧問的參加而引起的費用。但可要求支付因實施兒童的返回所已發生或將發生的費用。

但締約國得依第 42 條規定作出保留，聲明它不應承擔前款規定的由於律師或法律顧問的參加或因法院訴訟而產生的費用，但此項費用在依其法律援助及法律諮詢制度所規定的範圍內應支付者不在此限。

按本公約的規定命令返還兒童或發佈有關探望權的命令時，司法或行政機關可在適當情況下，指令帶走或扣留兒童者或阻止行使探望權者支付由申請人或申請人名義所負擔的必要費用，包括旅費、為安置兒童而支出的費用以及申請人的法定代理費用和送還兒童的費用。

第二十七條

當本公約規定的必要條件顯然未被履行或申請顯然缺乏足夠根據時，中央主管機關並無義務接受此種申請。在此場合，中央主管機關應立即將其理由通知申請人，或在必要時通知其轉達申請的中央主管機關。

第二十八條

中央主管機關得要求申請書附具委託書，授權它為申請人進行活動或指定代理人進行活動。

第二十九條

不論是否根據本公約的規定，對於主張第 3 條或第 21 條意義上的監護權或探望權受到侵犯的個人、機構或團體，本公約概不妨礙其直接向締約國司法或行政機關提出申請。

第三十條

依照本公約規定向中央主管機關或直接向締約國司法或行政機關提出的申請，連同所附的或由中央主管機關提供的文件及各種其他材料，均應為締約國法庭或行政機關接受。

第三十一條

關於兒童監護事項上有兩個或兩個以上的法律制度可適用於不同領土單位的國家，

- (一) 任何指稱該國慣常居所應解釋為該國領土單位內的慣常居所；
- (二) 任何指稱慣常居所地國法律應解釋為兒童常住的該國領土單位的法律。

第三十二條

關於兒童監護事項上有兩種或兩種以上法律制度適用於不同種類之人的國家，任何指稱該國的法律，應解釋為該國法律規定的法律制度。

第三十三條

國內不同領土單位在兒童監護方面有其各自法則的國家，如具有統一的法律制度的國家不負有適用本公約的義務時，則不應受適用本公約的約束。

第三十四條

本公約對於同時參加 1961 年 10 月 5 日關於保護未成人管轄權和法律適用的公約的當事國之間，就有關本公約範圍的事項，本公約應優先被適用。此外，本公約為非法帶走或扣留的兒童得到返回，或安排探望，並不限制適用請求國與被請求國之間有效的國際性文件，或被請求國的其他法律。

第三十五條

本公約在締約國之間僅適用於本公約在其國內生效後所發生的非法帶走或扣留。在依據第 39 條或第 40 條規定作出聲明的情況下，前款所指的締約國應認為是指適用本公約的有關領土單位。

第三十六條

本公約並不阻礙兩個或兩個以上締約國，為限定返還兒童的限制而在它們之間達成的協議，以減損本公約中可能含有此種限制的條款。

第六章
最後條款

第三十七條

本公約應向海牙國際私法會議第十四次會議的會員國開放簽字。
本公約須經批准、接受或認可；批准書、接受書或認可書應存放於荷蘭王國外交部。

第三十八條

任何其他國家均得加入本公約。
加入書應存放於荷蘭王國外交部。
本公約對加入國在其存放加入書後第三個曆月的第一天起生效。
加入僅在加入國與發表聲明接受其加入的締約國之間生效。在加入後批准、接受或認可本公約的各會員國也應發表這種聲明。聲明應存放於荷蘭王國外交部，該外交部通過外交途徑將經核證無誤的副本送交各締約國一份。

本公約在加入國與聲明接受其加入的國家之間應於存放此種接受聲明後第三個曆月的第一天起生效。

第三十九條

任何國家得在簽字、批准、接受、認可或加入時，聲明本公約的效力應擴及其負責國際關係的全部領土或其中的一處或數處。此項聲明在本公約對該國生效時發生效力。

此種聲明以及嗣後的任何擴大適用，均應通知荷蘭王國外交部。

第四十條

如果締約國有兩個或兩個以上領土單位而在本公約的所處理的事項上適用不同的法律制度，得在簽字、批准、接受、認可或加入時聲明本公約的效力應擴及其全部領土單位或僅適用於其中的一處或多處，並得隨時以新的聲明修改原來聲明。
此種聲明應通知荷蘭王國外交部，並應指明適用本公約的領土單位。

第四十一條

遇有締約國的政府體制規定，其國內的行政權、司法權和立法權由其中央機關和其他機關分掌時，其對本公約的簽字、批准、接受、認可或加入，或依第 40 條規定所作的聲明，概不影響該國家內部權力的分配。

第四十二條

任何國家，至遲得在批准、接受、認可或加入時，或依第 39 條或第 40 條規定發表聲明時，按照第 2 4 條及第 26 條第 3 款規定作出一項或兩項保留。任何其他保留概不允許。

任何國家均得隨時撤銷其保留。撤銷應通知荷蘭王國外交部。
保留應在依照前款規定發出通知後第三個曆月的第一天起停止生效。

第四十三條

本公約應在第 37 條和第 38 條所述的批准書、接受書、認可書或加入書其第三份存放後第三個月的第一天起開始生效。

此後，本公約的生效日期應為：

- (一) 對嗣後批准、接受、認可或加入本公約的各國，在其存放批准書、接受書、認可書或加入書第三個月的第一天起；
- (二) 對依照第 39 條或第 40 條規定擴大適用本公約的領土或領土單位，在其依照該條規定通知後第三個曆月的第一天起。

第四十四條

本公約依第43條第1款規定生效之日起存續有效五年，對以後批准、接受、認可或加入本公約的國家亦同。

如果未經廢止，本公約每五年自動更新有效一次。

任何廢止至少應在五年期限屆滿六個月前通知荷蘭王國外交部，廢止得限於適用本公約的某些領土或領土單位。

廢止的效力僅及通知廢止的國家，本公約對其他締約國仍應存續有效。

第四十五條

荷蘭王國外交部應將下列事項通知本會議的會員國及依第38條加入本公約的國家：

- (一) 第37條述及的簽字、批准、接受和認可；
- (二) 第38條述及的加入；
- (三) 第43條規定本公約的生效日期；
- (四) 第39條述及的擴大適用；
- (五) 第38條和第40條述及的聲明；
- (六) 第24條和第26條第3款述及的保留，以及依第42條述及的撤銷；
- (七) 第44條述及的廢止。

下列簽字人經正式授權簽署本公約，以資證明。

1980年10月25日訂於海牙，用英文及法文寫成，兩種文本具有同等效力，合成一份，應存放於荷蘭王國政府檔案庫，其經核證無誤的副本應通過外交途徑，送交海牙國際私法會議第十四次會議的各會員國一份。

德意志聯邦共和國：

阿根廷：

澳洲：

奧地利：

埃及：

西班牙：

美國：

芬蘭：

比利時：

加拿大：

Georges H. Blouin.

Allan Leal.

丹麥：

以色列：

日本：

挪威：

荷蘭王國：

瑞典：

捷克斯洛伐克：

委內瑞拉：

法國：

J. D. Jurgensen.

H. Batifol.

希臘：

D. Evrigénis.

愛爾蘭：

意大利：

盧森堡：

葡萄牙：

聯合王國及北愛爾蘭：

瑞士：

Franck Vischer.

蘇里南：

土耳其：

南斯拉夫：

經證明與正本無訛之副本。

荷蘭王國外交部條約司司長：

(難以辨認之簽名)

GOVERNO DE MACAU

Decreto-Lei n.º 14/99/M

de 29 de Março

De acordo com o Decreto-Lei n.º 15/95/M, de 27 de Março, constitui uma das atribuições da Capitania dos Portos de Macau assegurar o serviço de pilotagem.

O presente diploma visa regulamentar a prestação daquele serviço às embarcações, estabelecendo normas adequadas às actuais solicitações da navegação e à salvaguarda da segurança dos portos do Território.

Nestes termos;

Ouvido o Conselho Consultivo;

O Governador decreta, nos termos do n.º 1 do artigo 13.º do Estatuto Orgânico de Macau, para valer como lei no território de Macau, o seguinte:

Artigo 1.º

(Objecto)

O presente diploma estabelece as regras relativas ao serviço de pilotagem.

Artigo 2.º

(Pilotagem)

1. A pilotagem é o serviço de assistência às embarcações para entrada e saída dos portos e para navegação e manobras no interior e exterior dos mesmos, nos canais e radas, nas águas marítimas e fluviais e em todas as instalações colocadas nas águas sob jurisdição do Território.

澳門政府

法令 第14/99/M號

三月二十九日

根據三月二十七日第15/95/M號法令之規定，確保引航工作係澳門港務局之職責之一。

本法規旨在規範向船舶提供之引航工作，並為現時之航行申請及保障本地區港口安全制定適當之規定。

基於此；

經聽取諮詢會意見後；

總督根據《澳門組織章程》第十三條第一款之規定，命令制定在澳門地區具有法律效力之條文如下：

第一條

(標的)

本法規訂定關於引航工作之規則。

第二條

(引航)

一、引航係指向在港口進出之船舶以及向在港口內外、在水道及近岸錨地、在海域及河域、在設於本地區管轄權水域內之所有設施之間航行及操作之船舶提供支援。